N° 1384. DIMANCHE 13 JANVIER 1867 11me année

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, COMMERCE, INDUSTRIE

ANNONCES JUDICIAIRES, ADMINISTRATIVES & COMMERCIALES

BULLETIN COMMERCIAL DE ROUBAIX ET TOURCOING

Ce journal paraît les Mercredi, Vendredi et Dimanche.

ABONNEMENT : Pour Roubaix, trois mois, 7 francs, 50 — » » six mois, 14 » » — » » un an 25 » »

Les lettres, réclamations et annonces doivent être adressées au rédacteur-gérant, bureau du Journal, Grande-Rue, 86.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

Toutes les communications relatives au Journal doivent être déposées *avant midi* le jour de la publication.

On s'abonne où l'on reçoit les annonces, à Paris, chez MM. LAFFITE-BULLIER et Cie, 20, rue de la Banque.

Le JOURNAL DE ROUBAIX est seul désigné pour la publication des annonces de MM. HAVAS LAFFITE BULLIER et Cie pour les villes de Roubaix et Tourcoing.

Roubaix, 12 Janvier 1867.

BULLETIN.

Les journaux prussiens parlaient d'une circulaire que M. de Bismark aurait adressée aux agents diplomatiques de son gouvernement à l'étranger, à l'effet de constater la bonne entente existant entre la Prusse et les autres puissances. Le premier ministre ajouterait que « la paix semblant assurée » la Prusse peut continuer librement son œuvre de reconstitution de l'Allemagne. La *Gazette de l'Allemagne du Nord* a cru devoir démentir cette nouvelle. Cependant toute porte à croire que M. de Bismark fait ce qu'il peut pour rassurer les esprits en Prusse et calmer les méfiances de l'extérieur.

La grosse affaire du moment est la déclaration de guerre faite par le Congrès américain au président des Etats-Unis. La mise en accusation de M. Johnson surprend autant qu'elle indispose les vrais amis de la république américaine. La presse anglaise traite fort durement le Congrès.

M. Andrew Johnson est accusé :

De haute trahison, à cause de sa conduite à l'égard du Sud ;

De dilapidations des deniers publics ;

De destitution illégale d'agents nommés par le Congrès.

Il saute aux yeux et à l'esprit que ce ne sont point là des griefs invoqués par des citoyens, mais des prétextes suscités par des adversaires.

Une correspondance de Florence prête à M. Scialoja, ministre des finances, une combinaison d'une haute importance, qu'il aurait l'intention de proposer à la Chambre des députés, dans l'exposé de son plan financier. Le gouvernement italien restituerait au clergé les biens ecclesiastiques contre payement en dix années de la somme de 600,000,000 et sous la condition que tous les biens de main-morte ecclésiastique soient aliénés dans un délai de 10 années.

Le résultat obtenu serait immense politiquement et financièrement. Le gouvernement de Florence s'assurerait ainsi des ressources considérables et la question si dangereuse de la désamortisation des biens du clergé se trouverait résolue. Le Pape accepterait, dit-on, cet arrangement, pourvu que la vente, obligatoire dans un délai de 10 ans, fût fait par les détenteurs ecclésiastiques eux-mêmes.

On assure que la maison de Banque belge Langrand-Dumonceau serait l'intermédiaire choisi par le gouvernement italien.

Rien de nouveau de l'Orient. Attente et pas mal d'inquiétudes, tel est le résumé de la situation. Le paquebot du Levant apporte des nouvelles d'Athènes du 5. Le roi avait assisté à un service funèbre pour les insurgés crétois morts dans l'affaire du couvent d'Akadi. On parlait de missions extraordinaires qui seraient envoyées aux grandes puissances pour leur faire connaître la véritable situation de la Grèce.

Il paraît certain que le discours royal d'ouverture du Parlement anglais annoncera un projet de bill de réforme. On croit que si ce bill n'est pas adopté, le ministère fera un appel aux électeurs.

Nous extrayons ce qui suit d'une lettre écrite de Mexico, le 14 décembre :

« Le corps expéditionnaire du Mexique continue son mouvement de concentration. San-Luis de Potosi est à peu près évacué, il n'y reste plus qu'une colonne mobile ayant mission de protéger la retraite des troupes. Comme notre armée emmène avec elle ses magasins, il est indispensable de prendre ses précautions pour protéger les immenses convois qui la suivent. »

J. REBOUX.

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

L'agence Havas nous transmet les télégrammes suivants :

ÉTATS-UNIS ET MEXIQUE.

New-York, 29 décembre.

On ne sait rien de plus touchant la mission de MM. Shermann et Campbell. Le gouvernement de Washington attend patiemment la marche des événements et le ministre Campbell a l'ordre de rester à la Nouvelle-Orléans où il recevra au besoin de nouvelles instructions.

Toutes les correspondances du Nord du Mexique s'accordent à dire que la mission de M. Campbell n'a pas été plus du goût des juaristes que du goût des impérialistes. Tout le monde a pensé que le gouvernement américain avait en vue un agrandissement territorial, c'est-à-dire l'annexion des provinces du Nord du Mexique.

Dans une fête publique à Chihuahua, Juarez a déclaré que les Mexicains ne désiraient aucune intervention dans leurs affaires, de quelque part qu'elle vint.

Tout le monde convient que le gouvernement américain se trouve dans une position délicate et perplexe vis-à-vis du Mexique. Le résultat de la mission de Campbell, au Mexique, était à peu près prévu par le secrétaire d'Etat, M. Seward, qui s'était douté que tous les manèges des agents de Juarez ne tendaient qu'à une seule chose, augmenter sa propre popularité au détriment de celle du gouvernement américain. Aussi s'attend-on à un revirement politique.

La guerre intestine continue. On dit dans les hautes régions, que dans une entrevue entre le président Johnson et le colonel Whiterbee, commissaire de la marine du Sud, M. Johnson aurait déclaré, formellement être bien décidé à déjouer les projets des radicaux ; il compte fortement sur l'appui de la cour suprême des États-Unis, cette dernière ne devant pas éviter la responsabilité qui, dans de telles circonstances, lui incombe, aux termes de la constitution.

La commission d'enquête du congrès à la Nouvelle-Orléans s'occupe encore d'entendre des dépositions sur les dernières émeutes.

Une rixe a éclaté, le jour du Noël, entre un détachement de policemen et des soldats fédéraux, par suite de ce que les policemen avaient fait entendre des vivats pour Jefferson-Davis. Un soldat a été tué L'ordre a été rétabli avec difficulté.

La garnison du fort Philip-Karny, à Dacotah a été surprise. Les 90 hommes qui en faisaient partie ont été massacrés.

DANEMARCK.

Copenhague, 10 janvier.

Aujourd'hui, a été rendu le jugement dans le procès qui avait été intenté, sur leur propre demande, aux commandants de marine, MM. Rothe et Muxioll, à l'occasion de leur conduite dans l'affaire de l'île d'Alsen en 1864.

M. Rothe a été acquitté.

M. Muxioll a été condamné à un mois d'arrêt dans une forteresse. Chacun aura à payer la moitié des frais de procédure. Un rescrit royal assigne la citadelle de Copenhague à M. Muxioll pour y passer son mois d'arrêt.

ALLEMAGNE.

Munich, 10 janvier.

Il vient d'être publié une patente royale, du 5 janvier, qui affranchit des liens de la nationalité bavaroise, les habitants des territoires cédés à la Prusse.

AUTRICHE.

Vienne, 10 janvier.

La *Gazette de Vienne* (édition du soir), dit que, d'après des avis de Rome, la mission Tonello peut être considérée comme ayant réussi sur plusieurs points essentiels, en particulier sur la question du rétablissement des évêques.

Trieste, 10 janvier.

Le paquebot du Levant apporte des nouvelles d'Athènes du 5. Le Roi avait assisté à un service funèbre pour les insurgés crétois morts dans l'affaire du couvent d'Akadi. On parlait de missions extraordinaires qui seraient envoyées aux grandes puissances pour leur faire connaître la véritable situation de la Grèce.

PRUSSE.

Berlin, 10 janvier.

La *Gazette de l'Allemagne du Nord*, dit que la prétendue circulaire de M. de Bismark aux agents diplomatiques de la Prusse à l'étranger, dans laquelle serait touchée la question d'alliance, n'existe pas, et, par suite, que les indications données à ce sujet sont controuvées.

ESPAGNE.

Madrid, 9 janvier.

La *Epoca* dit qu'après les événements du *Pacifique* et l'abandon de Saint-Domingue, la domination des radicaux au Mexique serait funeste aux intérêts de l'Espagne.

CORRESPONDANCE PARTICULIÈRE

du *Journal de Roubaix*.

Paris, 10 janvier.

Le conseil des ministres s'est réuni hier, comme on l'avait annoncé, sous la présidence de l'Empereur. Le *Moniteur* nous apprend que l'Impératrice assistait à la séance. Le fait a été remarqué, comme on avait remarqué que, pendant quelques semaines, elle n'avait pas été présente aux délibérations des conseillers de la couronne. On dit que le conseil s'est occupé hier en dehors des affaires courantes des divers services, de fixer l'époque de la convocation des chambres. On ne sait pas encore si le décret sera publié cette semaine.

M. de Maupas, qui vient d'être relevé de ses fonctions de préfet de Marseille, est nommé grand-croix de la Légion d'honneur. Je vous signalerai la nomination de chevalier de M. Lepelletier-Decendray, guetteur du sémaphore de Toulon, dont la conduite courageuse a été révélée par les sinistres débats du récent procès de Draguignan.

On s'occupe beaucoup dans les réunions de députés du projet de réorganisation de l'armée, et les opinions sont fort diverses. Plusieurs députés de l'opposition qui l'année dernière ont voté la loi des 100,000 hommes appuieraient, dit-on, le projet remanié; en revanche, on assure qu'il sera combattu par M. Thiers.

Le conseil d'Etat a commencé aujourd'hui l'examen du budget. C'est le budget du ministère des affaires étrangères qui avait le premier rang; M. de Moustier était présent.

On attend ici avec une vive curiosité les nouvelles des Etats-Unis au sujet de la mise en accusation du président Johnson. Les dépêches du Mexique annoncent le retour de Maximilien à Mexico, et tous les renseignements qui nous parviennent confirment l'existence d'une lutte de tous les instants entre les autorités françaises et les autorités mexicaines. La saisie de la douane de Vera-Cruz, un communiqué énergique envoyé au journal officiel, le retour inattendu de l'Empereur, ce sont les derniers incidents du drame politique qui se joue au Mexique.

M. l'abbé Domenech, ex-aumônier du corps expéditionnaire au Mexique, ancien directeur du cabinet de l'Empereur Maximilien, vient de publier un livre curieux sous ce titre : *Le Mexique tel qu'il est*. C'est une histoire très-intéressante des hommes et des choses, racontée par un témoin oculaire et que la passion n'aveugle jamais.

Entre autres révélations, en voici une assez piquante : vous vous rappelez qu'au début de l'expédition, il fut organisé une mission scientifique qui devait étudier les anciens monuments du Mexique et rapporter en France des témoignages de l'antique civilisation de ce pays. Or quelque temps avant l'arrivée au Mexique de la mission scientifique, M. Ramirez, ministre des affaires étrangères fit renouveler, par décret impérial, la défense de faire des fouilles et d'exporter les antiquités mexicaines. L'abbé Domenech raconte qu'il

---

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX.

DU 13 JANVIER 1867.

— 32 —

LE DÉMON DU JEU

— X —

(*Suite. — Voir le* JOURNAL DE ROUBAIX *du 11 janvier.*

— Où alliez-vous, signor, demanda le bailli.

— J'allais me promener un peu... le long de l'Escaut pour chercher quelque distraction au chagrin que me cause la disparition du malheureux Geronimo.

— Ce que j'ai à vous dire, signor, ne doit pas contrarier votre promenade. Je vais faire un bout de chemin avec vous et profiter aussi de la fraîche brise du soir.

Le bailli se retourna et se mit à marcher à côté de Turchi. Celui-ci, poussé par une inquiète curiosité, interrogeait du regard son compagnon.

Lorsqu'ils furent quelques pas plus loin et qu'aucun passant ne se trouva dans leur voisinage, le sire Van Schoonhoven dit :

— L'affaire dont je veux vous parler ne demanderait pas tant de précautions, signor, si je n'étais pas bailli ou si vous n'étiez pas mon ami. Maintenant, cependant, ma mission devient très pénible, par suite de cette double circonstance, et je me vois forcé d'avance de réclamer votre indulgence. Vous savez que mes agents fouillent toutes les maisons, tous les bâtiments, tous les jardins, surtout dans les prairies de l'Hôpital, où on a vu le signor Geronimo se diriger en dernier lieu. La plus grande partie de ce quartier a été parcourue aujourd'hui jusque dans les coins les plus secrets, sans qu'on ait découvert la moindre trace du crime.

Simon Turchi comprit l'intention et le but des paroles du bailli. Bien que son cœur battît avec angoisse dans sa poitrine il s'efforça de paraître indifférent et dit d'un ton dégagé :

— Et vous pensez, messire Van Schoonhoven, qu'on doit aussi fouiller mon jardin, n'est-ce pas? C'est naturel; personne n'est au-dessus de la loi : le chevalier aussi peu que le bourgeois.

— Croyez, signor, que la pensée ne me serait jamais venue de faire une visite si irrespectueuse dans la maison d'un estimable gentilhomme, surtout quand ce gentilhomme est mon excellent ami depuis des années; mais voyez comme la nécessité de cette perquisition s'est produite sans qu'il y eût en rien de ma faute. La présence des agents de la loi, au nombre de plus de vingt dans les prairies de l'Hôpital, a ému et attiré dans les rues les habitants de ce quartier. Les recherches ont été suivies par une grande foule de curieux; et, quand le peuple a remarqué qu'on excepta it votre pavillon seul, il s'est mis à crier et à accuser les magistrats d'injustice. Mes agents ont sans doute dit, pour s'excuser vis-à-vis de la foule, que je leur avais ordonné de ne pas fouiller votre jardin. Quoi qu'il en soit, dès cette après-dînée, le bruit public avait porté l'affaire la connaissance du bourgmestre et des chevins, et ces messieurs sont venus me prier de faire visiter aussi votre jardin pour ne pas laisser de motif aux accusations du peuple...

— Toutes ces explications sont superflues, messire bailli, quant à ce qui me concerne du moins, dit Simon Turchi en l'interrompant. Qu'on fouille mon pavillon comme les autres habitations des prairies de l'Hôpital.

Il se trouvaient non loin du pont de Meir et gardèrent le silence pendant quelques instants, parce qu'ils se voyaient entourés de nombreux passants. Plus loin, en longeant le cimetière de Notre-Dame, Turchi dit :

— Ce qui me blesse en cette affaire et me fait pour ainsi dire frémir de colère, c'est le manque de respect et l'audace du peuple. Que c'est ridicule et sot! Ne dirait-on pas qu'on me croit capable de maltraiter ou de tuer mon meilleur ami? Oh! je sens mon sang bouillonner à ce soupçon insensé!

La colère de Simon n'était qu'affectée mais il avait saisi avec joie l'occasion de cacher sous les apparences de cette passion l'anxiété qui le tourmentait. Il était bien préparé à l'annonce qu'on allait faire une perquisition dans son jardin; car il en avait prévu la possibilité et avait pris ses mesures en conséquence; mais, maintenant un doute effrayant s'élevait dans son esprit sur le résultat que pouvait avoir cette perquisition et sur la manière dont on accueillerait ses déclarations. Le moindre incident imprévu, la moindre circonstance pouvait le trahir.

— C'est scandaleux! s'écria-t-il en serrant le poing. Exprimer publiquement l'opinion qu'un chevalier comme moi puisse s'abaisser jusqu'au lâche rôle d'un assassin par guet-apens. Oh! je tâcherai de connaître quelques-uns de ces impudents calomniateurs, et nous verrons alors, messire bailli, si la justice à Anvers sait protéger un innocent étranger contre les clameurs diffamatoires de la populace.

— Calmez-vous donc, signor, dit messire Van Schoonhoven. Je comprends votre indignation et elle me semble très-fondée; mais vous vous tromperiez grandement si vous croyiez que la perquisition à faire dans votre jardin soit autre chose, de la part du bourgmestre et des échevins, que l'accomplissement d'un devoir pour plaire au peuple. Quant à moi, je vous en prie, ne me faites pas un grief de la chose.

— Mais vous n'avez pas besoin de la moindre excuse, messire bailli, dit Simon plus calme en apparence.. Qu'y a-t-il de plus naturel que de faire une perquisition dans mon jardin? C'est contre l'insolence du peuple que je m'irrite. Faites votre devoir et continuez comme auparavant de m'honorer d'une amitié dont je suis fier et que je m'efforcerai toujours de mériter.

— Dites-moi, signor Turchi, quand il vous convient de vous rendre avec moi à votre jardin pour y laisser faire la visite du pavillon par les agents? demanda le bailli.

— Quand? Cela m'est indifférent.

— Non, choisissez-vous même l'heure, je ne veux vous causer ni la moindre difficulté, ni le moindre désagrément.

Simon Turchi réfléchit un instant et dit :

— Demain matin, j'ai des affaires commerciales urgentes, dont je ne puis différer de m'occuper; le meilleur moment pour moi serait vers midi.

— Soit! Si nous mettions deux heures?

— Oui, entre deux et trois heures.

— Je viendrai vous prendre chez vous, pour me rendre avec vous sur les lieux, signor. Ne vous inquiétez pas davantage de cette visite domiciliaire; elle n'a aucune portée; c'est une simple condescendance pour le peuple. Aurai-je l'honneur de vous voir ce soir chez M. de Van de Werve, signor.

— Je n'en sais rien, messire bailli, répondit Turchi. La tristesse excessive de mademoiselle Marie me navre le cœur et me trouble tellement la raison que, pendant des nuits entières, je ne puis goûter un moment de repos. Oh! si je pouvais seulement offrir la moindre consolation à l'infortunée jeune fille; mais à quoi sert-il que je mêle mes larmes aux siennes quand pas un rayon ne vient éclairer la triste nuit qui nous entoure?

Messire Jean Van Schoonhoven s'arrêta et pressa la main de Simon.

— Votre ardente amitié pour Geronimo vous honore, signor, dit-il. Il serait votre propre frère que vous ne pourriez déplorer plus profondément sa perte. Vous devez avoir un caractère bien généreux. Geronimo était votre ami, il est vrai; mais il était en même temps un obstacle à l'accomplissement du vœu le plus cher de votre cœur. Par sympathie pour lui, vous avez renoncé à votre plus beau rêve. Tout